

Numéro 64



avec
les chiffres
de 2018

Rapport du mois de Décembre 2018

des mouvements sociaux, suicides et violences

832 protestations collectives et 35 cas de suicide et de tentative de suicide

The Decembre Issue **NOW** available in **English** inside

Introduction

Selon la veille de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien à travers les journaux quotidiens, les web médias et l'audiovisuel, les préoccupations éducatives, environnementales et économiques continuent d'être les plus importantes. La décision du boycott des examens du premier trimestre par la Fédération de l'Enseignement Secondaire a été à l'origine de nombreux mouvements de protestation dans diverses régions. Les élèves et les parents ont rejeté cette décision et revendiqué un déroulement normal des examens. Cette indignation s'est développée, par la suite, en actes de violence à l'encontre des établissements d'enseignement, notamment le jet de pierres et d'œufs sur les murs de certaines collèges et lycées.

D'autres protestations ont continué à revendiquer l'employabilité ou la régularisation de certaines situations professionnelles comme l'exemple les mouvements des ouvriers de chantier pour la régularisation de leur dossier ou le sit-in des admis au concours de recrutement des mines de phosphate de Meknassi visant à activer ce projet en veille depuis 2016 et qui ont décidé, fin décembre, d'entamer une marche protestataire jusqu'à la capitale afin d'y rencontrer le ministre de l'Industrie et d'autres parties concernées dans le but d'obtenir des réponses claires quant à l'avenir de ce projet ainsi que sa mise en application dans les plus brefs délais.

La cartographie des protestations relevée durant le mois de Décembre 2018 a montré que les régions usuelles de protestation comme les gouvernorats de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa, sans oublier Sfax et Sousse occupent toujours les premières places.

Durant les derniers jours du mois de Décembre, les regards se sont tournés vers le gouvernorat de Kasserine lors du suicide par immolation du journaliste Abderrazek Ezzekri dans un espace public suite à la précarité de sa situation socio-économique et la lettre expliquant les causes de son acte. Cet événement a été le déclencheur d'émeutes et d'affrontements avec les forces de l'ordre dans plusieurs régions dudit gouvernorat.

D'autres régions ont connu de telles émeutes comme la cité Ettadhmen dans la Capitale ou la région de Jebeniana dans le gouvernorat de Sfax. Ces derniers ont eu lieu suite à la mort d'un jeune contrebandier lors d'une poursuite par une patrouille de sécurité. Ces mouvements de protestation ont



été considérés par de nombreux observateurs de la situation sociale nationale comme prémices à un mois de Janvier très mouvementé.

En effet beaucoup de ces observateurs, considèrent que le mois de Janvier constitue le mois des protestations mais la cartographie établie par l'Observatoire Social Tunisien des mouvements de protestation montrent que les cycles des manifestations sont répartis sur la longueur de l'année et dans la majorité du pays et que le mois de Janvier n'est qu'une étape parmi d'autres dans la saisonnalité des mouvements observés.

Il est, également, à noter la présence de plus en plus importante de la femme et des protestations féminines dans le paysage contestataire durant le mois de Décembre ; le sit-in de Om Larayess en est un éloquent exemple. En effet 11 femmes ont investi, pour un sit-in depuis plus d'un mois, une pompe d'eau dans la région d'El Barka à Om Larayess, gouvernorat de Gafsa afin de revendiquer des emplois ainsi qu'une amélioration de leur situation sociale, vu que leurs enfants sont des diplômés universitaires au chômage depuis 2012. Parmi ces femmes, une mère de quatre enfants a tenté de se suicider affectée par la mort de son fils pour malnutrition.

Devant le siège du gouvernorat de Kairouan, se poursuit, également, le sit-in des deux diplômées Samia et Karima Msabih qui revendiquent un emploi.

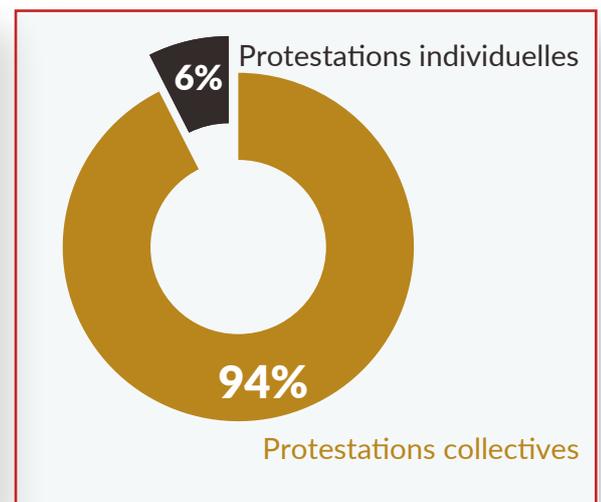
Par ailleurs, la négligence que connaissent les infrastructures ainsi que l'absence des services dans les institutions publiques dans différentes régions ont été été le point de départ de nombreuses protestations et tout au long de l'année comme celles des habitants de la région de Syouda, délégation de Bouhajla (Gouvernorat de Kairouan) suite à une coupure d'électricité qui a duré quatre jours.



Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs en Décembre 2018

Au cours du mois de Décembre, 867 mouvements contestataires ont été observés, la plupart sous la forme de protestations tandis que les cas et les tentatives de suicide (qui sont une forme de protestation individuelle) ont représenté environ 4% du total des manifestations.

	Volume
Protestations individuelles	35
Protestations collectives	832
Mouvements de protestation	867



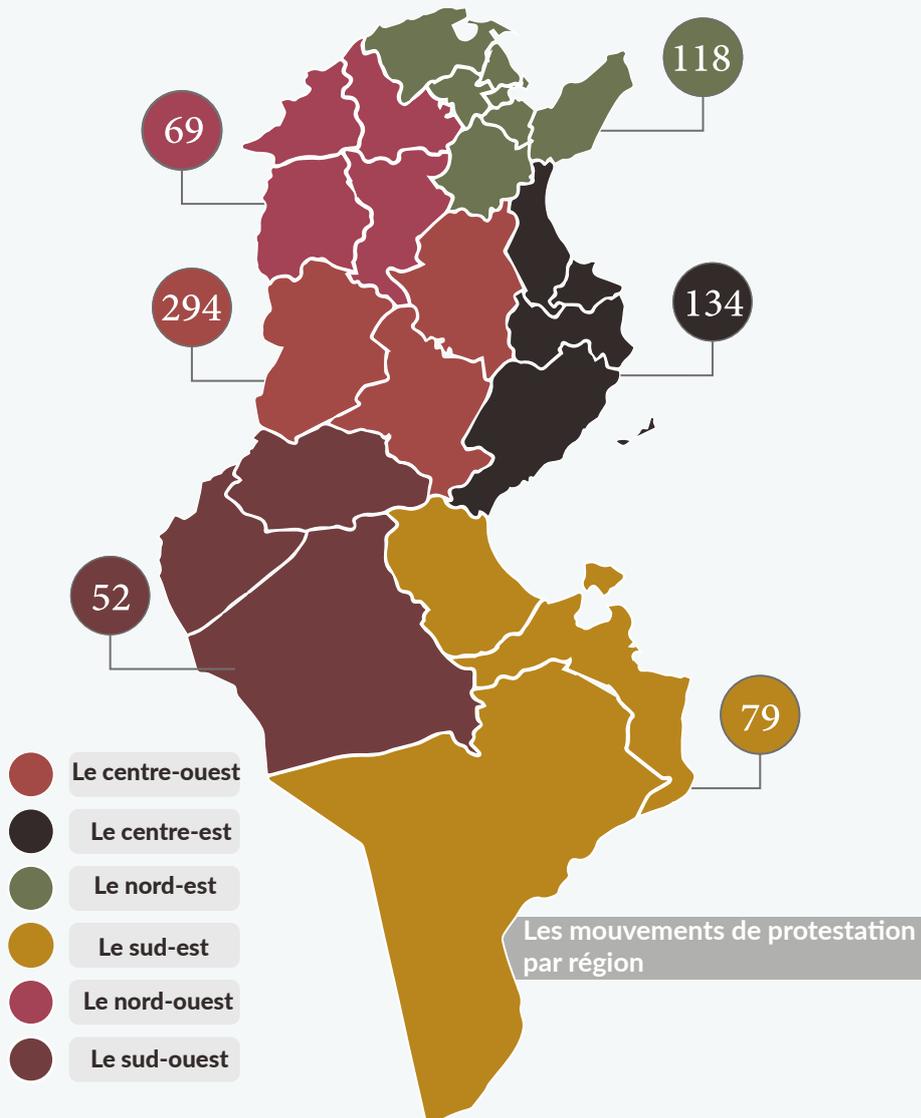
En outre, Kairouan était le gouvernorat le plus présent en termes de protestation sociale, avec 119 mouvements de protestation, avec une moyenne quotidienne de 3,8 mouvements relevés, suivie par le gouvernorat de Kasserine avec 116 manifestations, le gouvernorat Gafsa avec 87 protestations, le gouvernorat Sfax avec 81 contestations et le gouvernorat Sidi Bouzid avec 76 mouvements. Il est à noter que le gouvernorat de Zaghouan qui n'était pas un lieu de protestation les mois précédents, a enregistré au cours du mois de décembre, 24 mouvements de protestation.

La plupart des mouvements protestataires dans les différentes régions étaient d'ordre socio-économique : pour revendiquer l'employabilité, l'amélioration des conditions sociales, l'amélioration des services publiques et pour dénoncer le boycott des examens dans les institutions éducatives.

Le gouvernorat de Tunis a été le théâtre de 55 mouvements de protestation, la plupart à connotation politique, comme le rassemblement contre l'indemnisation approuvée par l'Instance de Vérité et Dignité octroyée aux victimes des violations de l'ancien régime ou le rassemblement contre les pratiques et violences d'ordre racial suite à l'assassinat du président de l'Association des Ivoiriens résidant en Tunisie à Dar Fidal dans le gouvernorat de l'Ariana.

Les mouvements de protestation individuels et collectifs

Gouvernorat	Volume		
Bizerte	4	Monastir	0
Tunis	59	Mahdia	0
Ariana	22	Sfax	82
Manouba	21	Kairouan	126
Ben Arous	7	Kasserine	121
Zaghouan	24	Sidi Bouzid	77
Nabeul	33	Gabes	22
Jendouba	30	Medenine	24
Beja	9	Tataouine	20
Kef	9	Gafsa	97
Seliana	23	Tozeur	7
Sousse	38	Kebili	12
		Total	867



La nature des manifestations sociales collectives

239

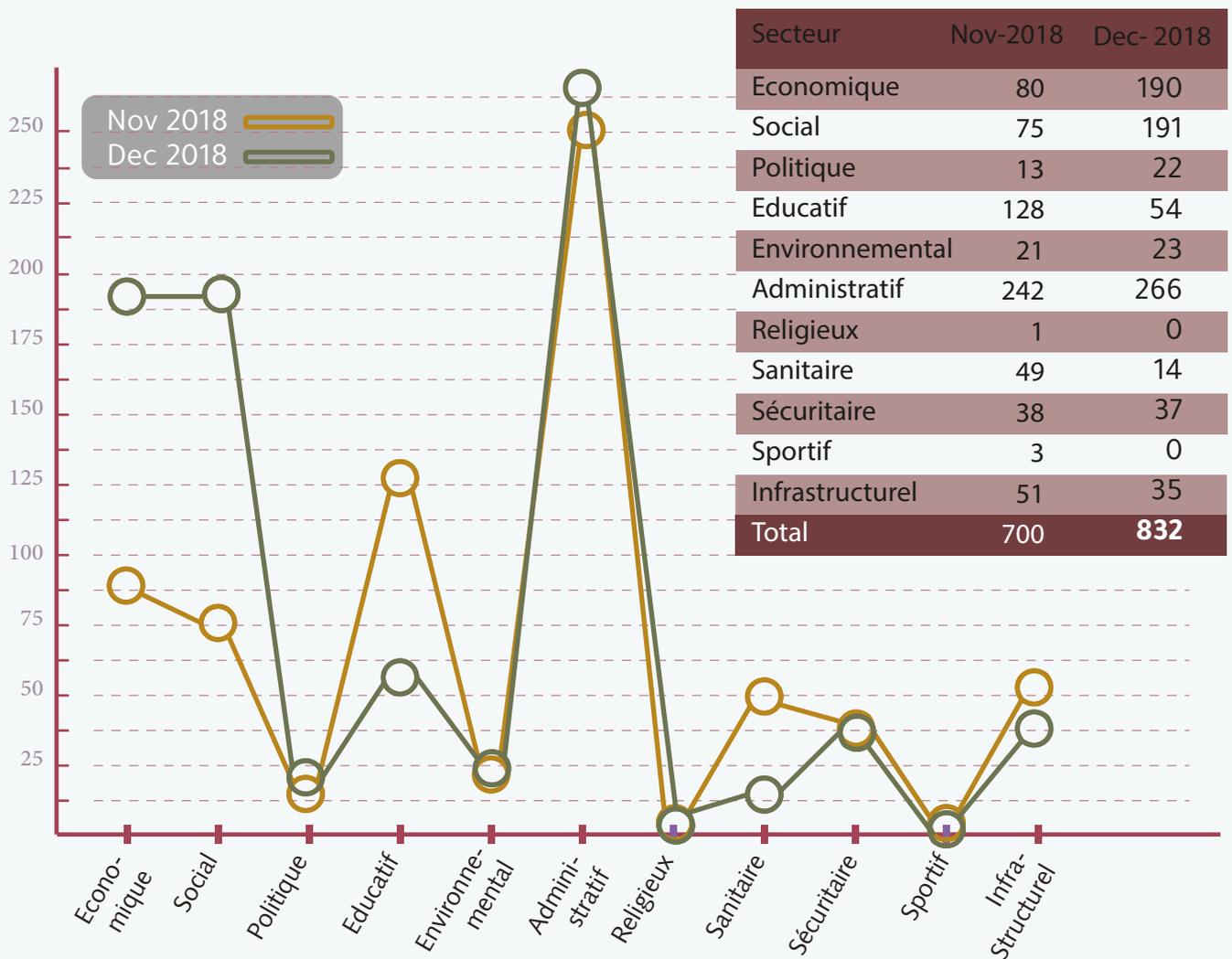
Protestations instantanées

365

Protestations spontanées

228

Protestations violentes



Les moyens de protestation utilisés

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements

Les appels médiatiques, les réseaux sociaux, blocage de route, les pneus brûlés	☆☆☆	Les parents, les habitants, Les diplômés, les ouvriers de chantier, les chômeurs	☆☆☆
Les sit-ins, Affrontements avec les sécuritaires, Boycott des examens	☆☆☆	le cadre médical et paramédical, les employés, les ouvriers, les activistes	☆☆☆
les menaces de suicide, les grèves de la faim, Assaut des institutions administratives, les menaces de démission, les grèves, la fermeture des lieux professionnels	☆☆	Les chauffeurs de taxi, les sécuritaires, les agriculteurs	☆☆
Pétitions de protestation: Attaque de centres de sécurité, Empêcher le trafic des trains	☆	Les journalistes, les pêcheurs, les familles des maris	☆

Les espaces de protestation

Les sujets des mouvements de protestation

Les routes	☆☆☆	La S.O.N.E.D.E	☆☆☆
Les sièges administratifs, les espaces professionnels, les hôpitaux, Établissements d'enseignement	☆☆☆	les ministères, Établissements d'enseignement, les hôpitaux	☆☆☆
les sièges des gouvernorats, les Intérêts municipaux, les sièges des délégations	☆☆	Les gouvernorats, Intérêts municipaux, municipalités, La présidence du gouvernement, autorités de sécurité, organisations nationales	☆☆
les siège judiciaire, les sièges des ministères, Organisations nationales	☆	Autorités judiciaires, Institutions de presse	☆

Les types de protestations par secteur

	Secteur	Econo- mique	Social	Politique	Educatif	Environ- nemental	Adminis- tratif	Infra- structure	Sanitaire	Sécuri- taire	Sportif
Protestations instantanées	Volume	48	46	5	20	13	75	14	7	11	0
Protestations spontanées	Volume	80	86	12	21	9	116	16	6	19	0
Protestations violentes	Volume	62	59	5	13	1	75	5	1	7	0

La répartition géographique des protestations

Protestations instantanées

Bizerte	2	Monastir	0
Tunis	13	Mahdia	0
Ariana	6	Sfax	30
Manouba	6	Kairouan	29
Ben Arous	0	Kasserine	36
Zaghouan	7	Sidi Bouzid	9
Nabeul	15	Gabes	8
Jendouba	15	Medenine	4
Beja	4	Tataouine	7
Kef	4	Gafsa	21
Seliana	2	Tozeur	7
Sousse	8	Kebili	6

Protestations spontanées

Bizerte	2	Monastir	0
Tunis	37	Mahdia	0
Ariana	8	Sfax	35
Manouba	6	Kairouan	52
Ben Arous	4	Kasserine	46
Zaghouan	11	Sidi Bouzid	35
Nabeul	13	Gabes	11
Jendouba	10	Medenine	9
Beja	3	Tataouine	10
Kef	4	Gafsa	38
Seliana	11	Tozeur	0
Sousse	14	Kebili	6

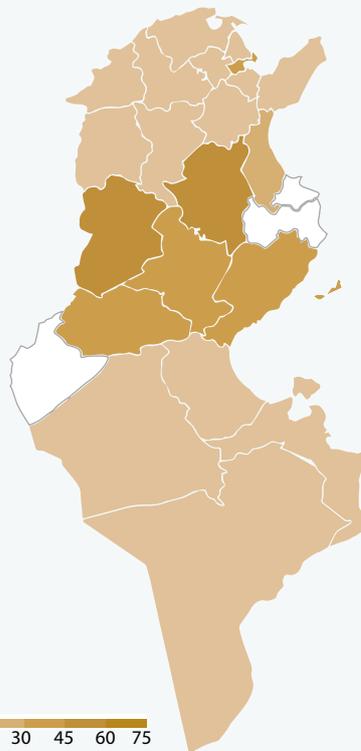
Protestations violentes

Bizerte	0	Monastir	0
Tunis	5	Mahdia	0
Ariana	8	Sfax	16
Manouba	9	Kairouan	38
Ben Arous	2	Kasserine	34
Zaghouan	6	Sidi Bouzid	32
Nabeul	5	Gabes	3
Jendouba	4	Medenine	11
Beja	1	Tataouine	3
Kef	0	Gafsa	28
Seliana	9	Tozeur	0
Sousse	14	Kebili	0

Protestations instantanées



Protestations spontanées



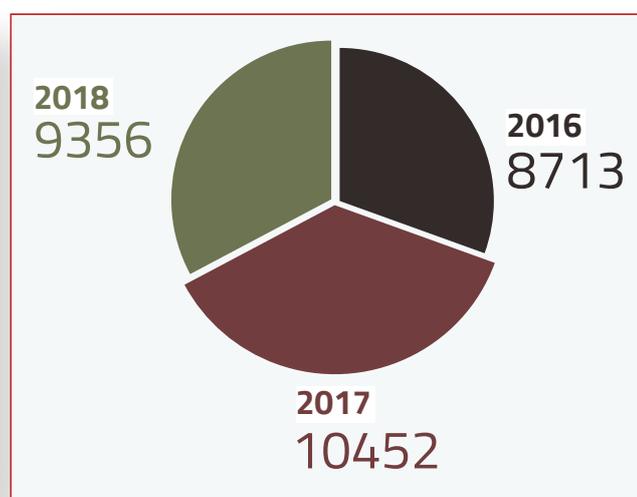
Protestations violentes



Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs 2018

L'année 2018 s'est terminée avec un ensemble de mouvements de protestation sociale aux alentours de 9356, soit une moyenne de 25 mouvements par jour en conservant la même architecture géographique que les années précédentes puisque, le gouvernorat de Kairouan a enregistré la plus grande part des mouvements relevés en 2018 avec 1668 manifestations, suivi par le gouvernorat de Sidi Bouzid avec 881 contestations, le gouvernorat de Gafsa enregistrant 791 protestations, le gouvernorat de Tunis avec 749 mouvements et le gouvernorat de Kasserine avec 667 protestations.

Les mouvements de protestation	Année
8713	2016
10452	2017
9356	2018

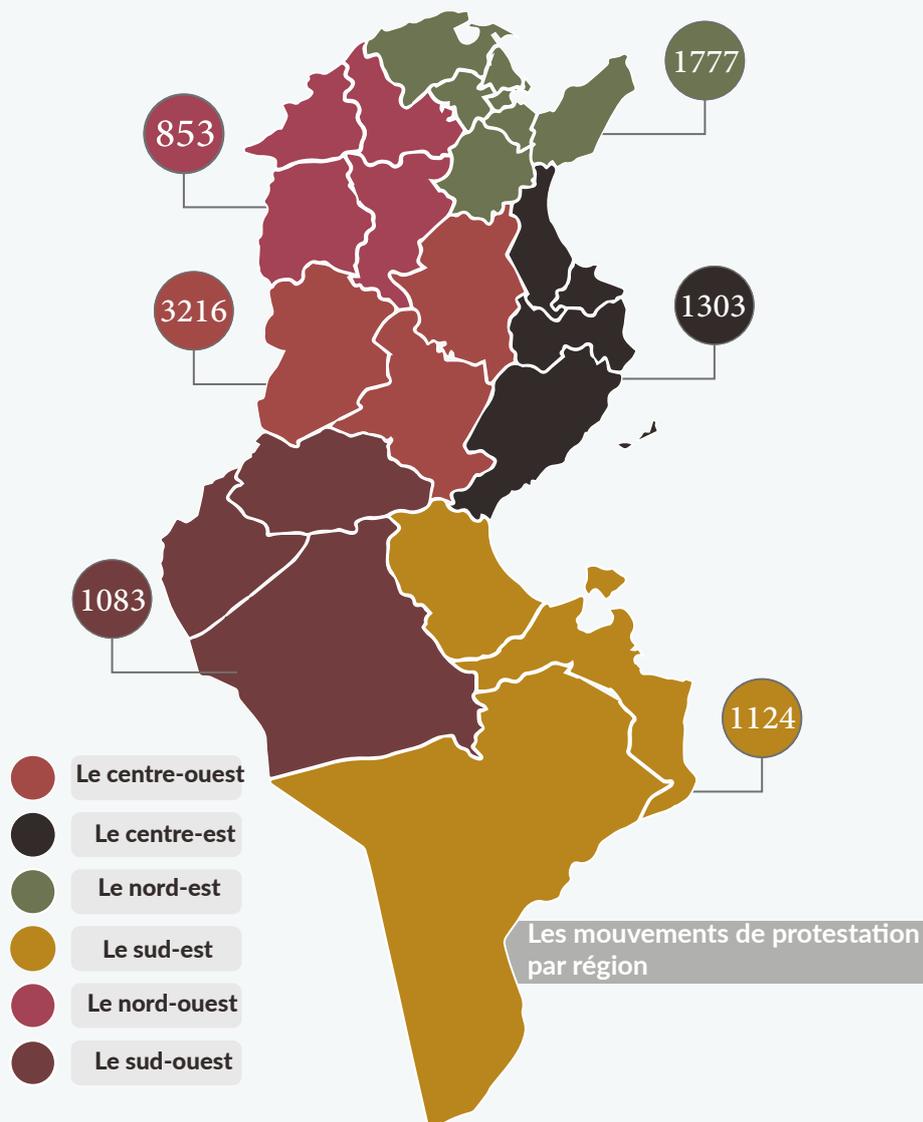


Face aux marches pacifiques, aux blocages des routes, aux blocages des activités et aux escalades au point de menace de suicide ou de tentative de suicide collectives, les gouvernements successifs ont eu pour seules réponses le traitement sécuritaire ou les procès judiciaires en tant qu'unique mécanisme de réaction.

Nous constatons que même avec ces mouvements (des dossiers sans ambiguïté) tels que les actions des admis au concours des mines de phosphate à Meknassi ou le groupe des 64, l'Etat ignore les manifestants ou tente des procès pour incriminer leurs mouvements de protestation réclamant leur droit de travailler.

Une autre année qui s'achève avec un constat ressemblant de près aux années précédentes (2017 a connu 10452 mouvements, 2016 a enregistré 8713). Cet état de fait réaffirme l'incapacité des différents gouvernements à mettre en place des politiques économiques et sociales capables d'absorber les revendications auxquelles les tunisiens se sont accrochés, ont protesté, ont exprimé leur colère et ont exigé sans trouver le moyen de les atteindre depuis huit ans.

Gouvernorat	Volume		
Bizerte	235	Monastir	129
Tunis	749	Mahdia	175
Ariana	118	Sfax	555
Manouba	155	Kairouan	1668
Ben Arous	123	Kasserine	667
Zaghouan	94	Sidi Bouzid	881
Nabeul	303	Gabes	356
Jendouba	359	Medenine	458
Beja	151	Tataouine	310
Kef	177	Gafsa	791
Seliana	166	Tozeur	161
Sousse	444	Kebili	131
		Total	9356



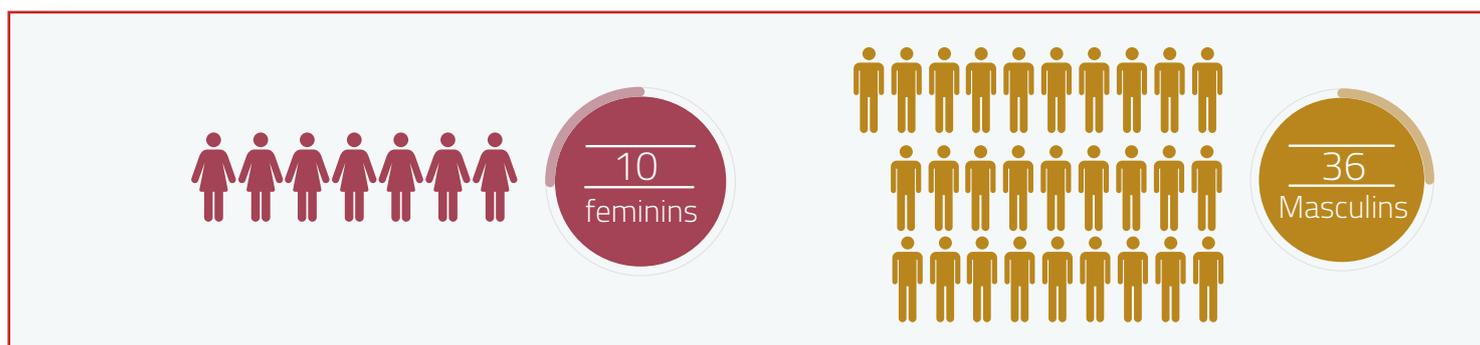
Les suicides et tentatives de suicide en Décembre 2018

Les suicides et tentatives de suicide ont été au nombre de 35 (28 hommes et 7 femmes) durant le mois de Décembre 2018.

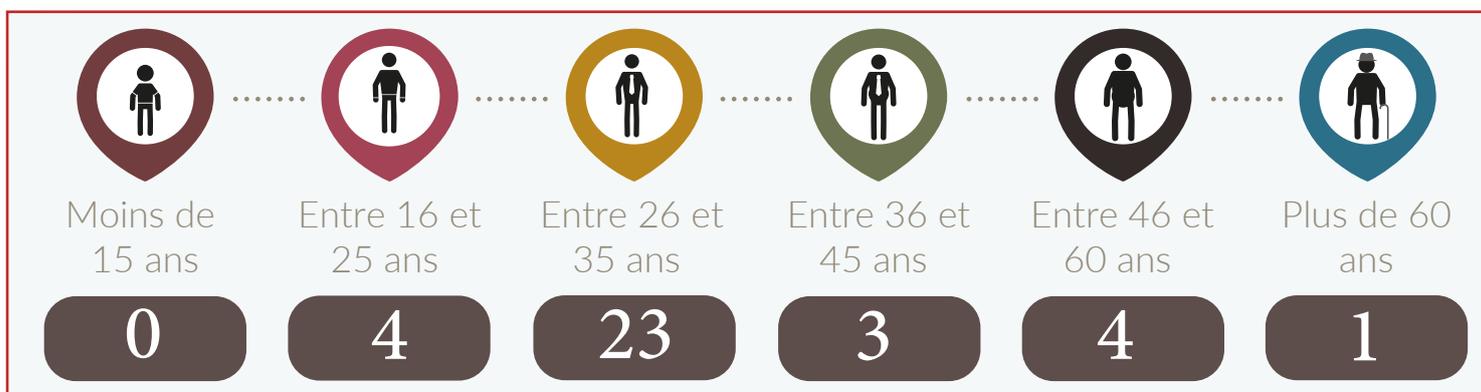
La plupart des victimes (86%) étaient âgées de 16 à 45 ans.

Les détails étaient comme suit : les 16-25 ans constituaient 11%, les 26-35 ans représentaient 66%, les 36-45 ans constituaient 9% et les plus de 60 ans 3% du total des suicides et tentatives de suicide relevés par l'Observatoire Social Tunisien.

Les suicides et tentatives de suicide par genre

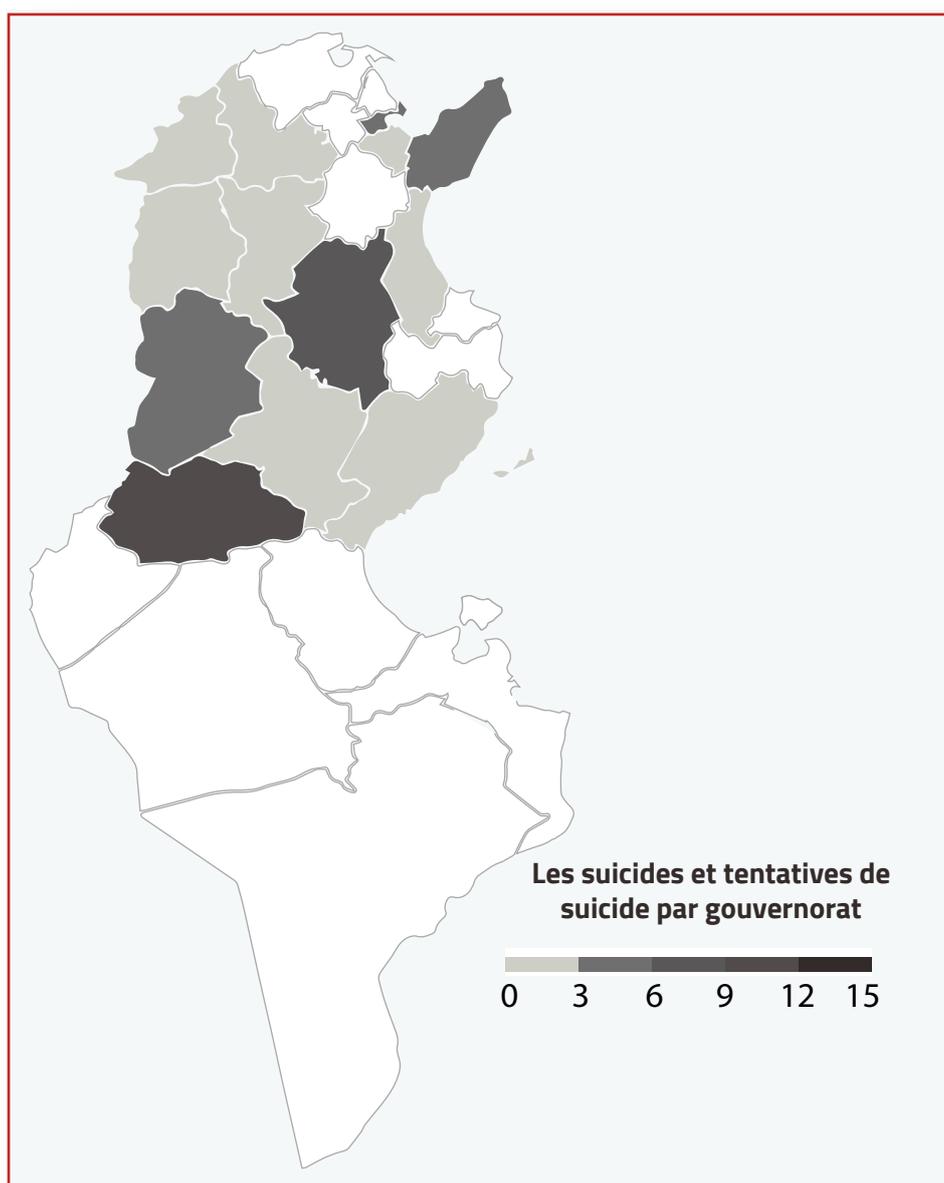


Les suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge



Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

Gouvernorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba	Beja
Volume	0	4	0	0	1	0	0	1	1
Gouvernorat	Le kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan	Kasserine	Sidi Bouzid
Volume	1	1	2	0	0	1	7	5	1
Gouvernorat	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili			
Volume	0	0	0	10	0	0			



Les suicides et tentatives de suicide durant 2018

En 2018, 467 suicides et tentatives de suicide ont été relevés par l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien. Ces actes de désespoir ont été menés par des personnes frustrées et en colère contre la vulnérabilité et la précarité vulnérables de leur situation économique et sociale. Le nombre de femmes qui ont tenté de se suicider ou qui se sont suicidées était de 110, contre 357 hommes, soit environ 76% des personnes observées.

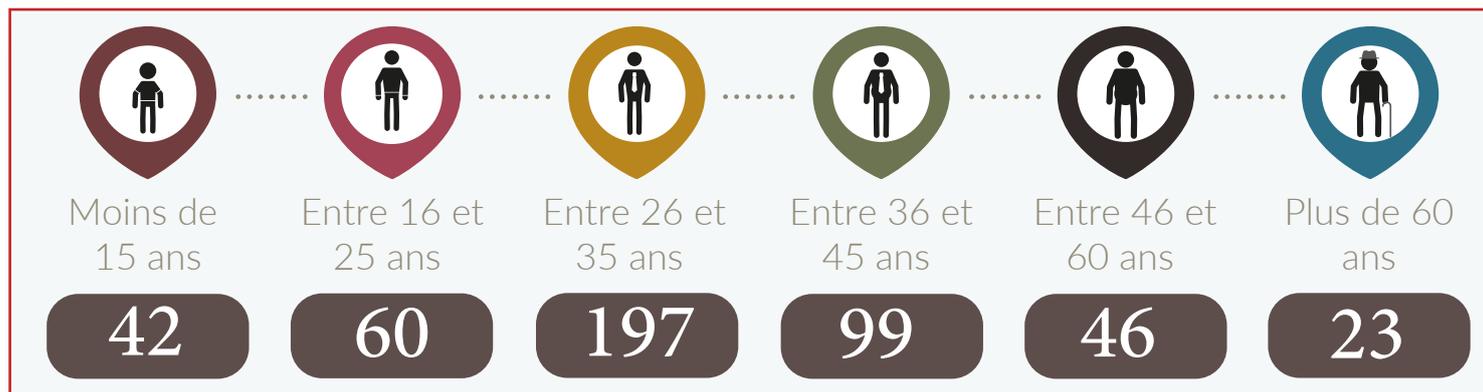
Le groupe d'âge des 16 à 45 ans représentait la catégorie la plus touchée (76%) par les suicides et les tentatives avec un total de 356 victimes et plus spécifiquement, le groupe des 25 à 36 ans, avec 197 suicides et tentatives de suicide. Le nombre d'enfants (moins de 15 ans) a été de 42 suicides et tentatives de suicide et le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans a été de 23 individus.

Le gouvernorat de Gafsa a été à le plus présent en termes de suicide et de tentatives de suicide avec 85 cas. La menace de suicide a été une forme de protestation dans ce gouvernorat, ce qui signifie que la plupart des actes enregistrés ont pris la forme d'une menace plutôt que d'un suicide.

Le gouvernorat de Kairouan a maintenu un rang élevé en termes de cas de suicide et de tentative de suicide en enregistrant 69 actes, suivi par le gouvernorat de Sidi Bouzid avec 41 cas et le gouvernorat Kasserine avec 28 cas, puis par Monastir avec 27 cas et par Nabeul avec 24 actes, Tunis avec 23 cas et Jendouba avec 22 suicides et tentatives de suicide. Les gouvernorats de Beja et Kébili ont enregistré le mois d'actes de suicide et tentative avec 3 cas à Beja et 4 à Kébili.

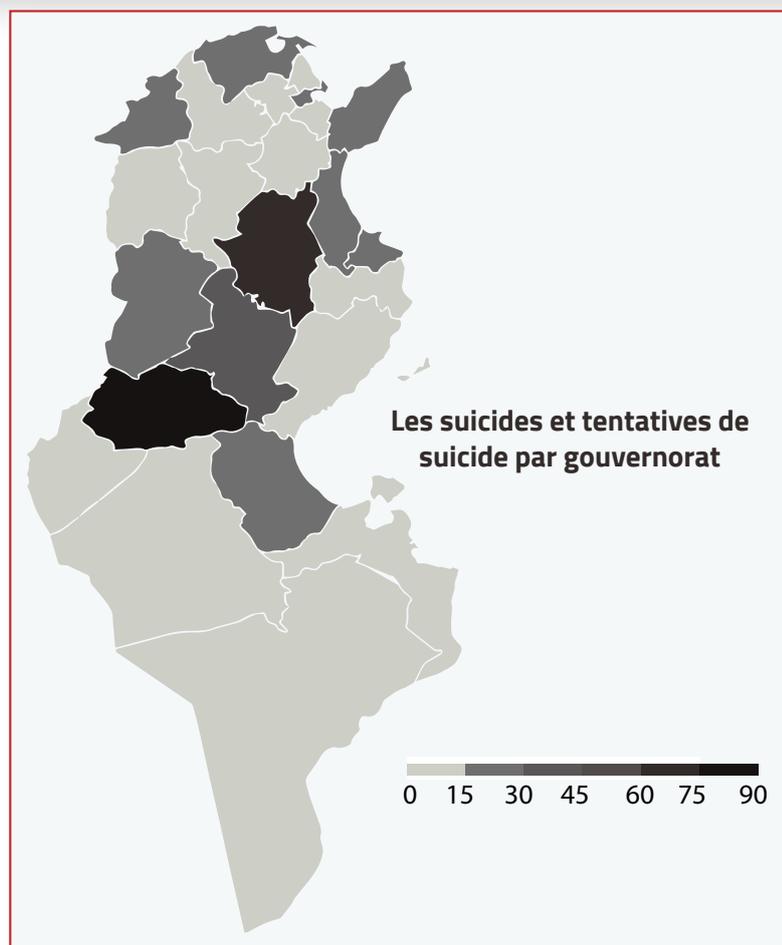


Les suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge



Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

Gouvernorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghuan	Nabeul	Jendouba	Beja
Volume	15	23	6	4	6	7	24	22	3
Gouvernorat	Le kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan	Kasserine	Sidi Bouzid
Volume	13	6	16	27	14	12	69	28	41
Gouvernorat	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili			
Volume	17	9	9	85	7	4			



La violence

La violence de nature criminelle continue de progresser durant le mois de Décembre 2018 et, selon les résultats de la veille de l'Observatoire Social Tunisien à travers les journaux, les médias électroniques et audio-visuels, constitue le type le plus fréquent.

Ces actes de violence criminelle observés représentent, en partie, des agressions sexuelles, des violences familiales ou relationnelles. A ce titre, l'assassinat à Gafsa d'un garçon de 14 ans peut être qualifié d'acte criminel dans la catégorie des violences sexuelles, ou la mort d'un jeune lors d'une soirée alcoolisée à l'Ariana fait, également, partie des actes criminels de nature impulsive et relationnelle.

Les braquages pour vol constituent les cas les plus fréquents de violence criminelle enregistrés durant le mois de Décembre 2018. Ces actes s'accompagnent généralement par des agressions physiques allant jusqu'à la mort de la victime.

Par ailleurs, les différents gouvernorats de la république ont été touchés par ces actes de braquage et de vol mais la plus grande part a eu lieu dans le grand Tunis, à savoir, les gouvernorats de Tunis, l'Ariana, Ben Arous et de la Manouba.

Durant le mois de Décembre 2018, 56% des cas observés étaient des violences individuelles contre 44% de violence collective, dont la majorité (89%) les acteurs sont du genre masculin contre 5% du genre féminin tandis que 6% des violences ont été d'auteurs mixtes (féminin et masculin).

L'évènement le plus marquant durant le mois décembre fut cet acte d'agression criminelle et raciste jusqu'à la mort du président de la communauté ivoirienne à Tunis dans la région de l'Aouina.

Parmi les violences commises en décembre figuraient des violences familiales. Comme ce fut le cas à Oued Ellil, où un jeune homme de 28 ans a tué sa mère et ses trois sœurs puis les a brûlées.

Parallèlement, le gouvernorat de la Manouba a été le théâtre d'un incident de violence familiale au cours duquel les parents ont brûlé leur fille de 17 ans à la suite d'une altercation verbale.

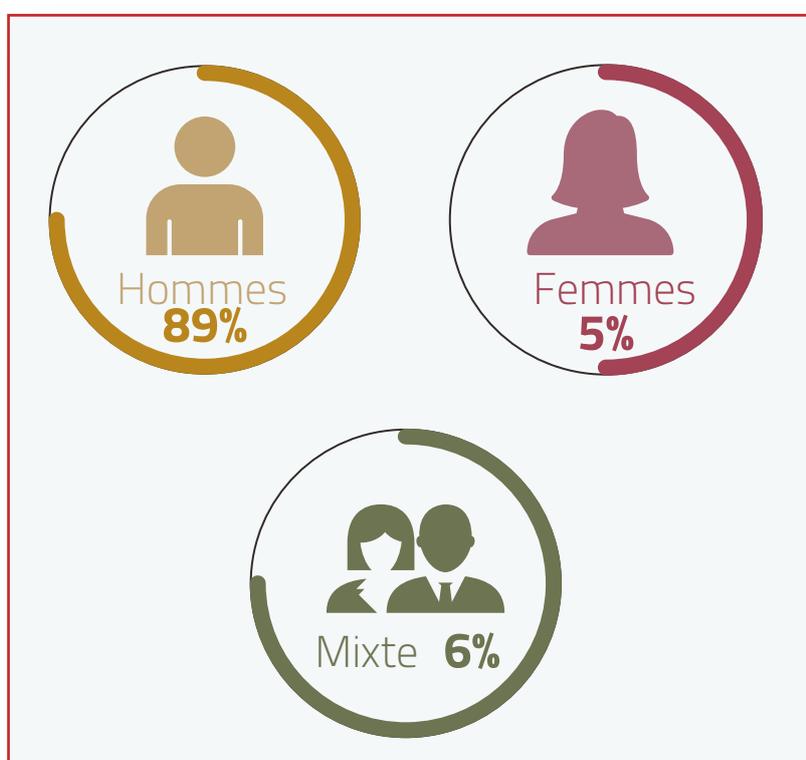
À Grombalia, un père a rasé les cheveux de sa fille de 16 ans en guise de punition. À Sidi Bouzid, une jeune fille de 17 ans est tombée enceinte de son père âgé de 52 ans après qu'il ait agressée sexuellement.

Par ailleurs, le mois de décembre a été marqué par un cas de violence à caractère éducatif quand une parente d'élève a attaqué et insulté le cadre éducatif de l'école Habib Thameur dans le gouvernorat de Nabeul. Le collège de Bir Bouragba a, également, été la cible de jets de pierre et d'œufs par des élèves.

En ce qui concerne la violence à caractère sexuel, la veille a montré une augmentation significative du nombre de cas voire la plus grande fréquence des cas observés depuis quelques mois, y compris en décembre.

En outre, le mois de Décembre 2018 a été caractérisé par des violences de nature protestataire en l'occurrence dans les régions de Tebourba et Thala par une série d'émeutes et de violences nocturnes s'inscrivant dans le cadre

Les agresseurs par genre



Les cas de violence

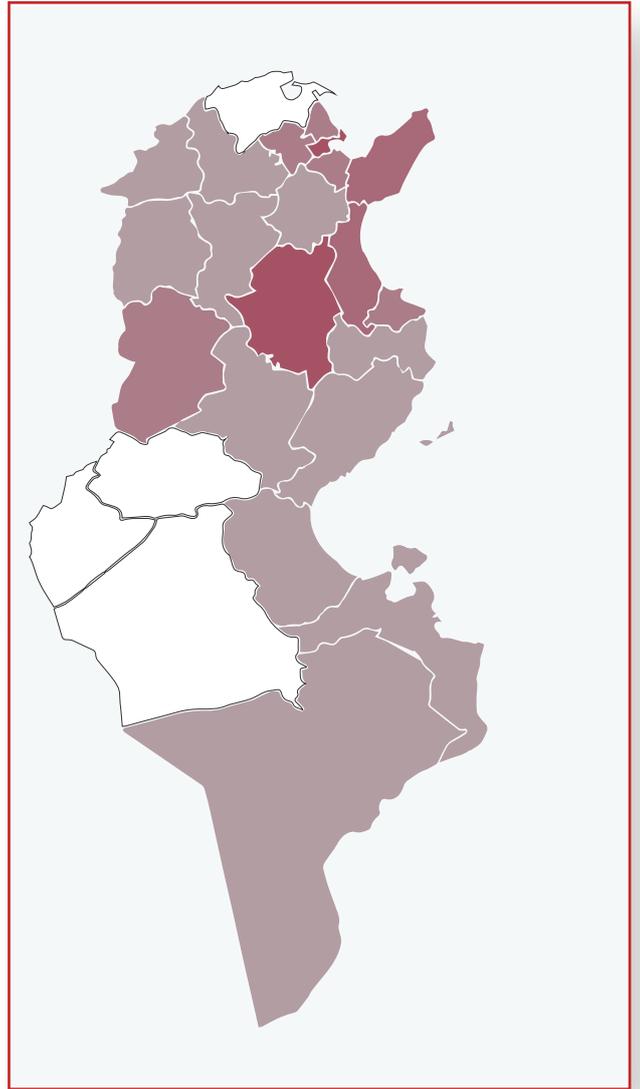


56% Violences individuelles

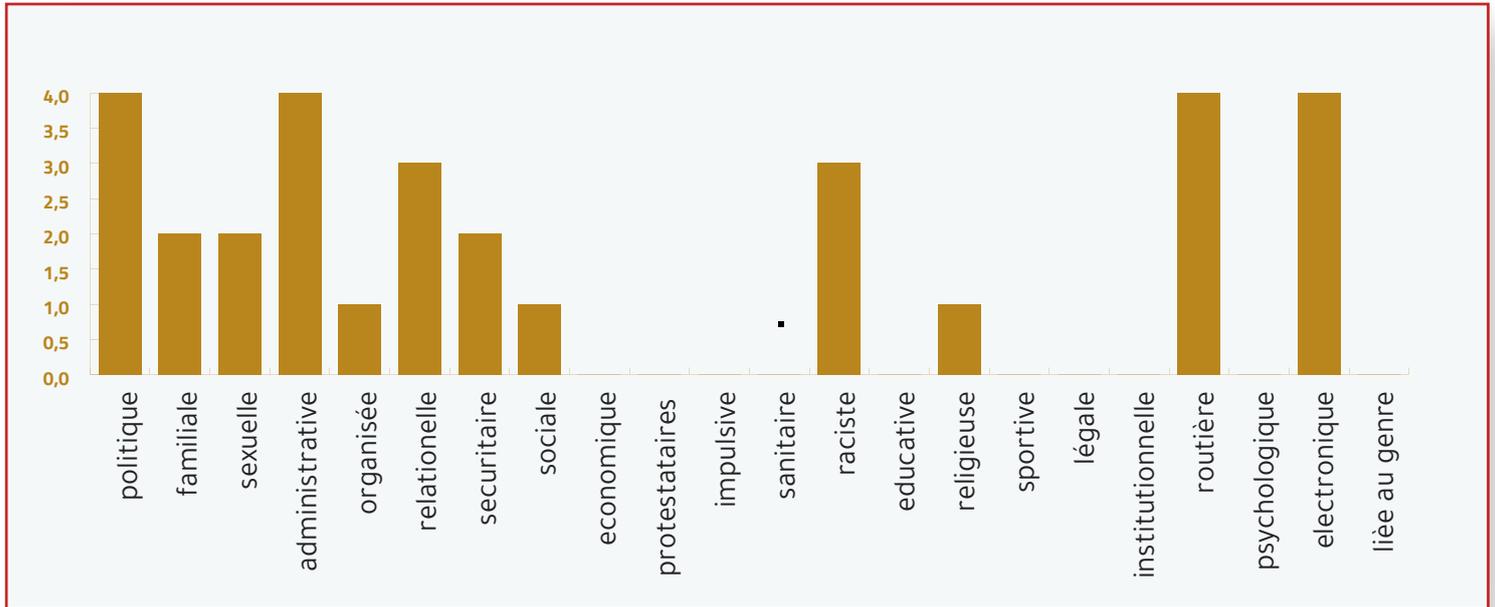


44% Violences Collectives

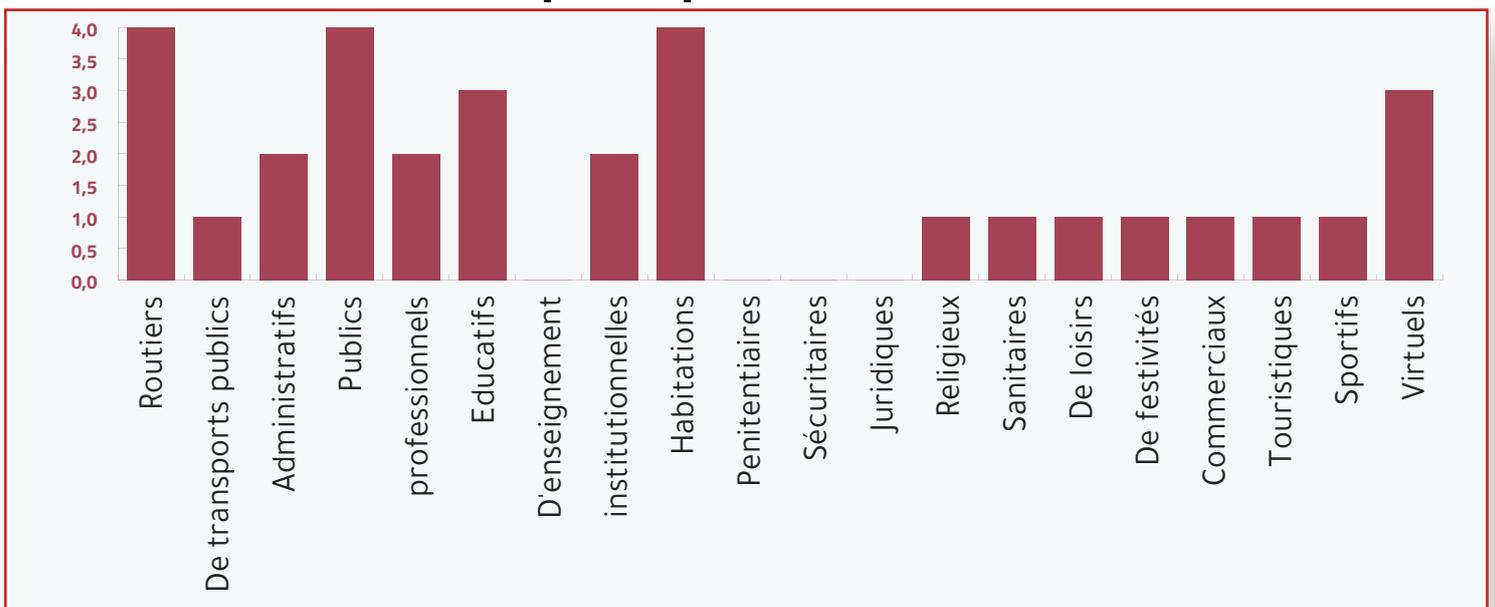
les violences par gouvernorat



Les types de violence



Intensité des violences par espace



Conclusion

En fin de compte, les manifestations du mois de Novembre et du mois de Décembre sont similaires en termes de finalités (contexte économique et social).

En effet, L'institution éducative est toujours au centre des vagues de protestation en raison du désaccord entre le ministère de l'Éducation et la Fédération de l'enseignement secondaire ; l'employabilité constitue encore une cause majeure de protestation et de menace de suicide face à une absence flagrante d'opportunité de travail et ce en raison de la dégradation de la situation économique et de l'impossibilité de recrutement dans la fonction publique.

Les mouvements de protestation, les tensions sociales, l'insatisfaction et la gronde populaire constitue le paysage d'une situation qui demeure inchangé avec l'arrivée de 2019 mais la situation est susceptible de changer vu que c'est une année électorale pendant laquelle les revendications sociales et économiques devraient devenir des points essentiels dans la plupart des programmes et des promesses électorales des partis ou des candidats aux différentes étapes législatives et présidentielles.